ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 mars 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'accès à certains emplois du Ministère de la Justice", a donné le 12 mai 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 19e maart 1969 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toelatingsvoorwaarden voor bepaalde betrekkingen bij het Ministerie van Justitie", heeft de 12e mei 1969 het volgend advies gegeven :

Le projet a trait à la fixation d'une condition particulière pour la nomination à certains emplois des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire et de l'Office de la protection de la jeunesse. Il s'agit de la condition de l'appartenance à un sexe déterminé. Le projet impose cette condition pour l'accès à une partie des emplois des services indiqués et il permet au Ministre de la Justice de l'imposer pour l'accès à une autre partie des emplois des mêmes services.

Le projet a, en effet, un double objet , qui n'est pas défini avec une entière précision dans le dispositif, mais qui est énoncé de manière plus complète et plus exacte dans les considérants du préambule. Comme les fonctionnaires délégués l'ont confirmé au Conseil d'Etat, le projet tend, en premier lieu, à réserver - en dehors d'une exception - les emplois de membre du personnel de surveillance ou de membre du personnel éducatif à des candidats du même sexe que les détenus ou les mineurs dont les titulaires de ces emplois ont la charge. Le projet tend , en second lieu, à habiliter le Ministre de la Justice à réserver à des candidats du sexe masculin ou féminin certains autres emplois des mêmes services, lorsque les nécessités objectives du service le justifient.

L'article 4 du texte originel de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat a toujours été interprété dans le sens qu'il permettait au Roi de fixer, par la voie de règlements organiques soumis aux seules formalités prescrites par cet article, des conditions supplémentaires de nomination tant en

.../...

matière d'avancement que de recrutement (1). Après sa modification par l'arrêté royal du 7 décembre 1959, l'article 4 du statut des agents de l'Etat a conservé la même portée (2). Celle-ci a été rappelée par le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat. Le Conseil d'Etat a observé que, sous réserve d'une légère modification de forme, l'article 6 nouveau du statut reproduit l'article 4, modifié par les arrêtés des 7 décembre 1959 et 23 septembre 1963 (3). Cet article 6 nouveau du statut autorise donc certainement la fixation de conditions supplémentaires pour la nomination à des grades ou à des emplois déterminés, que cette nomination se fasse par la voie d'un recrutement ou par la voie d'un avancement de grade. Les arrêtés qui ajoutent ainsi aux conditions générales fixées par le statut des agents de l'Etat des conditions particulières pour la nomination à certains grades ou à certains emplois ne dérogent pas à ce statut mais constituent des "règlements organiques" au sens de son article 6.

.../...

---

(1) Arrêts du Conseil d'Etat du 13 novembre 1953, BIHAIN, n°2910; du 13 novembre 1962, VERHASSELT, n°9700, IVe; du 26 mai 1966, NICOLAS, n° 11.843. Recueil 1953, p.1287 ; 1962, p. 926 et 1966, p.497.

(2) Arrêt du 13 novembre 1962 précité ; arrêt du 9 décembre 1964, DE WIEST, n°10.912. Recueil, p. 908.

(3) Extrait de l'avis du Conseil d'Etat reproduit dans l'Instruction générale du 31 juillet 1964 prise par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (Moniteur belge du 10 novembre 1964, p.11.789).

Par ailleurs, il résulte de l'article 6 de la Constitution et de la loi du 19 mars 1964 approuvant la Convention sur les droits politiques de la femme conclue à New York le 3 mars 1953 que si l'autorité administrative peut réserver certains emplois aux candidats d'un sexe déterminé, ce ne peut être que sur la base d'éléments objectifs de nature à justifier la distinction faite entre les deux sexes (1). De tels éléments sont invoqués dans les considérants du préambule du projet.

Si l'article 15, alinéa 2, du statut des agents de l'Etat modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964 (2) - ainsi d'ailleurs que l'article 6 de ce statut - confient au Roi le pouvoir d'imposer pour la nomination ou la promotion à certains emplois déterminés, la condition de l'appartenance au sexe masculin ou féminin, le Roi peut attribuer ce pouvoir au Ministre dans les limites fixées par le projet

*

* *

.../...

---

(1) Cette mesure ne peut être prise qu'"en dehors de toute idée de discrimination", selon la formule proposée par le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet devenu la loi du 19 mars 1964 (Doc. parl. Chambre, session 1962-1963, n°644/1, pages 4 et 5) et reprise par le Gouvernement dans la réserve qu'il a faite en adhérant à la Convention (Moniteur belge du 2 septembre 1964).

(2) Arrêt du Conseil d'Etat du 21 décembre 1966, DE MEYER, n° 12.124, Recueil, p. 1011.

Pour traduire les intentions du Gouvernement, telles qu'elles lui ont été précisées par les fonctionnaires délégués, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui a été établi d'accord avec ces fonctionnaires.

ARRETE ROYAL RELATIF AUX CONDITIONS D'ACCES A CERTAINS EMPLOIS DU MINISTERE DE LA JUSTICE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du 16 mars 1964;

Considérant que pour la collation des emplois dans les établissements ressortissant à l'Administration pénitentiaire ou à l'Office de la protection de la jeunesse, il convient de tenir compte du sexe des détenus ou des mineurs placés dans ces établissements;

Considérant que les exigences de la discipline ou de l'éducation requièrent que les titulaires des emplois de membre du personnel de surveillance ou de membre du personnel éducatif soient, en principe, du même sexe que les détenus ou les mineurs dont ils ont la charge;

.../...

Considérant que, pour la nomination aux autres emplois desdits établissements, il se recommande, en vue de permettre des décisions adaptées aux besoins des divers établissements et sections, de confier au Ministre de la Justice le pouvoir de fixer, pour l'accès à des emplois déterminés, la condition de l'appartenance au sexe masculin ou au sexe féminin, si les nécessités du service l'exigent;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dans les services extérieurs de l'Administration pénitentiaire et de l'Office de la protection de la jeunesse, les emplois de membre du personnel de surveillance ou de membre du personnel éducatif sont réservés à des candidats du même sexe que les détenus ou les mineurs dont les titulaires de ces emplois ont la charge.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux établissements et sections d'établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat, réservés aux mineurs en âge d'obligation scolaire.

.../...

Article 2.-

Les emplois desdits services, autres que ceux qui sont visés à l'article 1er, alinéa 1er, ainsi que les emplois visés à l'alinéa 2 du même article, sont accessibles aux candidats de l'un ou l'autre sexe.

Toutefois, le Ministre de la Justice peut, en dehors de toute idée de discrimination, réserver les emplois qu'il détermine à des candidats du sexe masculin ou féminin, suivant les nécessités objectives du service. L'arrêté du Ministre de la Justice est motivé. Il est pris après avis du Comité de consultation syndicale conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics .

Article 3.-

... (comme l'article 2 du projet) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Het ontwerp stelt een bijzondere eis voor benoeming in sommige betrekkingen van de buitendiensten van het Bestuur der strafinrichtingen en van de Dienst voor jeugdbescherming, namelijk het behoren tot een bepaald geslacht. Het stelt die eis voor een deel van de betrekkingen bij die diensten en machtigt de Minister van Justitie om hetzelfde te doen voor een ander deel van de betrekkingen bij dezelfde diensten.

Het doel van het ontwerp is namelijk tweeledig. In de artikelen is het niet volkomen duidelijk omschreven; het is volledíger en juister geformuleerd in de consideransen. Zoals de gemachtigde ambtenaren aan de Raad van State bevestigd hebben, wil het ontwerp in de eerste plaats - op een uitzondering na - stellen dat de betrekkingen bij het toezichts- en opvoedingspersoneel alleen open zullen staan voor gegadigden van hetzelfde geslacht als de hun toe te vertrouwen gedetineerden of minderjarigen. Voots wil het de Minister van Justitie machtigen om in sommige andere betrekkingen bij dezelfde diensten alleen hetzij mannelijke hetzij vrouwelijke gegadigden te benoemen wanneer de objectieve behoeften van de dienst het wettigen.

Artikel 4 van de oorspronkelijke tekst van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel is steeds zo geïnterpreteerd dat de Koning bij wege van organieke reglementen waarvoor alleen de in dat artikel opgelegde formaliteiten vervuld

.../...

moeten worden, aanvullende benoemingseisen kan stellen, zowel voor bevordering als voor aanwerving (1). Nadat het bij het koninklijk besluit van 7 december 1959 gewijzigd was, heeft dat artikel 4 dezelfde strekking behouden (2). Daarop heeft de Raad van State gewezen in zijn advies over het ontwerp waaruit is ontstaan het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel. De Raad heeft toen opgemerkt dat het nieuwe artikel 6 van het statuut, behoudens een lichte vormwijziging, de herhaling is van artikel 4, gewijzigd bij de besluiten van 7 december 1959 en 23 september 1963 (3). Op grond van dat nieuwe artikel 6 mogen dus stellig aanvullende eisen worden gesteld voor benoeming in bepaalde graden of betrekkingen, onverschillig of die benoeming plaatsheeft bij wege van aanwerving of bij wege van verhoging in graad. Besluiten die zodoende aan de algemene eisen van het statuut van het Rijkspersoneel bijzondere eisen toevoegen voor benoeming in bepaalde graden of betrekkingen, wijken van dat statuut niet af maar zijn "organieke reglementen" in de zin van artikel 6.

.../...

---

(1) Arresten van de Raad van State van 13 november 1953, BIHAIN, nr. 2910; van 13 november 1962, VERHASSELT, nr. 9700, IVe; van 26 mei 1966, NICOLAS, nr. 11.843. Verzameling 1953, blz. 1386; 1962, blz. 987 en 1966, blz. 532.

(2) Eerdervermeld arrest van 13 november 1962; arrest van 9 december 1964, DE WIEST, nr. 10.912, Verz., blz. 969.

(3) Uittreksel uit het advies van de Raad van State, overgenomen in de Algemene Onderrichting van 31 juli 1964 van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt (Belgisch Staatsblad van 10 november 1964, blz. 11.789).

Anderzijds volgt uit artikel 6 van de Grondwet en uit de wet van 19 maart 1964 houdende goedkeuring van het Verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, afgesloten op 3 maart 1953, te New-York, dat de administratieve overheid wel kan beslissen dat tot bepaalde betrekkingen alleen gegadigden van een bepaald geslacht zullen worden toegelaten, maar dat ze dat uitsluitend kan doen op grond van objectieve gegevens die het maken van een onderscheid naar gelang van het geslacht kunnen wettigen (1). Zodanige gegevens worden in de consideransen van het ontwerp naar voren gebracht.

Daar artikel 15, tweede lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 (2),-zoals trouwens ook artikel 6 van dat statuut - de Koning machtigt om voor benoeming of bevordering in bepaalde betrekkingen te eisen dat de betrokkenen tot een bepaald geslacht behoren, kan hij die bevoegdheid aan de Minister overdragen binnen de in het ontwerp bepaalde grenzen.

*

* *

.../...

---

(1) Die maatregel mag alleen worden genomen "buiten elke gedachte aan discriminatie om", volgens de formule welke de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies over het ontwerp dat de wet van 19 maart 1964 geworden is (Gedr. St., Kamer, zitt. 1962-1963, nr. 644/1, blz. 4 en 5) en die de Regering heeft overgenomen in het voorbehoud dat zij heeft gemaakt toen zij tot het Verdrag toetrad (Belgisch Staatsblad van 2 september 1964).

(2) Arrest van de Raad van State van 21 december 1966, DE MEYER, nr. 12.124, Verz. blz. 1083.

Ten einde de bedoelingen van de Regering weer te geven zoals die door de gemachtigde ambtenaren zijn toegelicht, stelt de Raad, in overleg met hen, de volgende tekst voor .

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VOORWAARDEN VOOR TOELATING TOT BEPAALDE BETREKKINGEN BIJ HET MINISTERIE VAN JUSTITIE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd onder meer bij het koninklijk van 16 maart 1964;

Overwegende dat voor het verlenen van betrekkingen in inrichtingen die onder het Bestuur der strafinrichtingen of onder de Dienst voor jeugdbescherming ressorteren, rekening moet worden gehouden met het geslacht van de aldaar geplaatste gedetineerden of minderjarigen;

Overwegende dat het voor de tucht of de opvoeding vereist is dat de leden van het toezichts- of opvoedingspersoneel in beginsel van hetzelfde geslacht zijn als de hun toevertrouwde gedetineerden of minderjarigen;

.../...

Overwegende dat het, voor de benoeming in de andere betrekkingen bij die inrichtingen en opdat beslissingen kunnen worden genomen overeenkomstig de behoeften van de verschillende inrichtingen en afdelingen, geraden is de Minister van Justitie te machtigen om, als dat voor de dienst vereist is, te bepalen dat gegadigden voor bepaalde betrekkingen mannen dan wel vrouwen moeten zijn;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van het Openbaar Ambt;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In de buitendiensten van het Bestuur der strafinrichtingen en van de Dienst voor jeugdbescherming worden de betrekkingen van lid van het **toezichtspersoneel** of van het opvoedingspersoneel alleen verleend aan gegadigden van hetzelfde geslacht als de hun toe te vertrouwen gedetineerden of minderjarigen.

Deze bepaling is echter niet van toepassing op Rijksgestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht en op afdelingen van die gestichten, waar alleen kinderen op schoolplichtige leeftijd zijn geplaatst.

.../...

Artikel 2.-

De niet in artikel 1, eerste lid, bedoelde betrekkingen in de genoemde diensten en de betrekkingen bedoeld in artikel 1, tweede lid, staan open voor gegadigden van beiderlei kunne.

De Minister van Justitie kan evenwel, buiten elke gedachte aan discriminatie om, betrekkingen welke hij bepaalt, alleen voor hetzij mannelijke hetzij vrouwelijke gegadigden toegankelijk verklaren, volgens de objectieve behoeften van de dienst. Het besluit van de Minister van Justitie wordt met redenen omkleed. Het wordt vastgesteld na advies van de syndicale raad van advies overeenkomstig artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten.

Artikel 3.-

... (zoals artikel 2 van het ontwerp)...

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER, M. VERSCHELDEN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlanse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) M. JACQUEMIJN.

(s) G. VAN BUNNEN.